

Pas d'équivoque; revenons aux faits !

Paul Faure rappelle des vérités élémentaires : « Pas de manifestations extérieures de nos divergences intérieures. »

Bien! Mais qui a commencé? Qui a fait sortir le Parti de son rôle traditionnel de classe? L'argument de la majorité ne vaut pas pour justifier une décision qui change le caractère fondamental du Parti : la preuve, c'est qu'à Tours, en 1920, la minorité ne s'est pas inclinée.

Nous mettons au défi le secrétariat du Parti de porter devant les milliers de sections, par un exposé contradictoire des thèses sur l'union nationale, le véritable problème politique résolu en hâte le 12 mars. Le fait qu'il fuit le débat nous permet d'affirmer qu'il se sait battu d'avance sur ce terrain. Alors, il ruse. La bonne marche du Parti est donc faussée par lui. On nous accuse d'avoir violé des engagements contractés? Lesquels? Et si cela était, pourquoi ne pas nous avoir traduits devant la C.N.C. avec ce chef d'accusation?

Si la G.R. méritait « cent fois l'expulsion » (sic), pourquoi cette « sentence modérée », destinée surtout à ÉVITER L'APPEL devant le Congrès? N'est-ce pas parce qu'on a peur de la discussion, peur de l'information complète, peur de la véritable pensée du Parti, qui ne veut pas se laisser intégrer dans l'union nationale?

La bonne marche du Parti exigerait que les divergences relatives à l'Union nationale soient traitées à fond par plusieurs numéros de la Vie du Parti, exposant les thèses des différents courants d'opinions. Cela seulement permettrait une consultation loyale. Nous n'en avons pas peur, nous; nous aussi ne comptons que sur la force de vérité socialiste que comporte notre opposition internationaliste révolutionnaire à toutes les défaillances de la direction du Parti.

Autre falsification des faits : Le tract « Alerte au Parti » a été envoyé aux militants du Parti. Il n'est pas connu à l'extérieur. Il fait appel à la souveraineté du Congrès national. Alors, pourquoi parler toujours de la manifestation extérieure de notre opposition?

Nous avons continué, oui, à faire de la propagande socialiste, en exposant les principes de notre charte constitutive. Est-elle encore valable? Qu'on ait au moins le courage de le dire et que chacun en tire les conséquences que cela comporte.

NON ! JAMAIS POUR L'UNION NATIONALE !

Le secrétaire du Parti considère que nous aurions dû défendre et populariser l'initiative de Léon Blum? Il ergote sur la différence entre cette initiative et l'union sacrée de 1914.

Soyons sérieux ! Nous nous bornerons à mettre sous les yeux des militants (sans pouvoir, hélas, les toucher tous, et c'est seulement cela qui fait la force provisoire de la bureaucratie) les textes et les attitudes réelles qu'on leur dissimule.

Voici la déclaration ministérielle de Léon Blum (17 mars) :

« Le gouvernement est résolu à ne laisser perdre aucune occasion de susciter autour de la

majorité le rassemblement nécessaire d'unité française. Il sera toujours prêt à renouveler la tentative qui a malheureusement échoué et il s'inspirera de l'esprit qui l'avait dictée.

« Puisque les circonstances y contraignent notre pays, nous entendons accroître encore sa force militaire. Des programmes complémentaires d'armement seront mis en œuvre sans aucun retard.

« Au cours de sa longue histoire, la France a toujours su s'agrandir à la mesure des difficultés et des dangers. Elle donnera une fois de plus le spectacle d'une nation forte, courageuse, fière d'elle-même, égale à son histoire et à son destin. »

Voici l'aveu de la continuité de la politique de notre bourgeoisie impérialiste : Poincaré-Maginot-Tardieu-Laval-... hélas ! Léon Blum (25 mars, Sénat) :

« Nous resterons au gouvernement avec les sentiments que j'ai exprimés ici lorsque nous nous sommes présentés devant vous pour la première fois. Nous y resterons comme le gouvernement régulier de la République, chargé d'agir et de parler en son nom, pouvant invoquer, à cet égard, la continuité et la solidarité qui s'est toujours établie, sur certains terrains et vis-à-vis de certains problèmes, entre tous les gouvernements de la France. »

Voici le discours de Léon Blum (17 mars) :

« ... Le Parti auquel j'appartiens a pris une initiative dont personne, je crois, sur l'heure, n'a contesté la grandeur. Il a décidé que celui de ses membres qui était chargé de constituer un gouvernement était autorisé par lui à faire appel à toutes les forces républicaines et françaises.

« ... Je ne m'en suis pas tenu là. J'ai pris alors une initiative à laquelle je ne connais pas beaucoup de précédents. J'ai demandé aux représentants des groupes qualifiés de l'opposition de les rassembler. Je leur ai demandé de me procurer l'occasion de me présenter devant eux, de m'adresser à eux... »

« J'ai renouvelé mon appel face à face avec eux, en leur donnant toutes les raisons, tirées de l'intérêt commun de la nation qui, selon moi, devait les déterminer à répondre à l'appel suprême que je leur adressais.

« ... Je déplore que cet appel n'ait pas été entendu. MAIS DÈS QUE NOUS SENTIRONS L'OCCASION FAVORABLE, DÈS QUE NOUS CROIRONS QUE LES CIRCONSTANCES SONT DE NATURE À FAIRE FLÉCHIR LES RÉSISTANCES QUE NOUS AVONS RENCONTRÉES, NOUS SERONS TOUJOURS PRÊTS À LES RENOUVELER. »

Voici comment la bourgeoisie utilise, aussitôt, cette attitude contraire à notre Charte :

« CAILLAUX. — A l'heure grave où nous sommes, il faut savoir sentir des sacrifices. Puisque le remède de la déflation a été rejeté, il faut donc maintenant en trouver un autre. Et votre autorité sur une fraction du pays vous permettra de le faire accepter. »

Voici encore un texte que le secrétaire général du Parti devrait bien commenter :

La Commission des finances du Sénat, 23 mars (président : Joseph Caillaux), refuse le deuxième projet d'avances de la Banque de France pour le motif suivant :

« Le Ministère aurait ainsi un moyen de retarder trop longtemps un projet de réformes profondes qu'il devra déposer s'il n'est pas remplacé par un gouvernement d'Union nationale dont la Commission tout entière avec le président du Conseil des Ministres a exprimé le vœu qu'il soit formé au plus tôt. »

Enfin, voici comment la réaction s'empare des armes que la direction du Parti et un C.N. affolé lui ont données, pour développer son offensive contre nous :

« CAILLAUX à LÉON BLUM (Séance publique du Sénat du 24 mars 1938). — Aujourd'hui, ce que nous voulons, c'est que l'état de choses actuel ne continue pas, car c'est ainsi la vie même de la France qui s'en va !

« Il faut, pour sortir de la situation présente, secourir ce pays et lui dire de mâles vérités dans un rude langage. Il faut aussi des actes. Il faut aussi former un gouvernement d'Union nationale. Vous l'avez souvent répété vous-même, et HIER ENCORE A LA COMMISSION DES FINANCES, SI J'AI BIEN ENTENDU. Ce gouvernement d'Union nationale, il n'est pas question, bien entendu, d'en exclure votre parti, qui est un grand parti; il se mettra d'accord sur un programme et sur une idée et il n'aura D'AUTRE OBJET que d'assurer l'existence même de la nation. »

Qu'y a-t-il encore de commun entre une telle attitude de collaboration de classe et d'abandon de tous nos principes constitutifs et la volonté profonde du Parti ?

Là est l'origine de tout ce que nous allons subir désormais... La volonté systématique de faire l'Union nationale, le refus systématique de faire appel aux masses populaires pour imposer un gouvernement de combat, est-ce qu'on s'imagine que cela sera oublié, dissimulé, amnistié, parce qu'on détourne l'attention du Parti contre les « pelés » et les « galeux » de la G. R. dont le seul crime est d'avoir vu clair ?

M. PIVERT.

« ... Je ne comprends pas comment des hommes qui ont été nourris de la pensée socialiste révolutionnaire en arrivent à raisonner maintenant, dans cette période de crise du capitalisme, en se rapprochant plus ou moins à des conceptions que, il y a plusieurs années, eux-mêmes rejetaient et qui ne correspondent plus à la nécessité de la lutte présente.

« ... Ne pas préparer le Parti à cette bataille révolutionnaire définitive et totale, ne pas lui donner cette prescience, ce pouvoir et cette conscience de la nécessité de la lutte révolutionnaire... voilà, Séverac et Paul Faure, votre erreur.

« En dehors de cette lutte révolutionnaire, pour laquelle il faut se préparer, il n'y a que des illusions et des duperies. »

Jean ZYROMSKI, (Mulhouse 1935, p. 550).

DISCIPLINE ! PARFAITEMENT !

Nous sommes d'accord :

« A l'intérieur, tout le monde doit accepter naturellement les statuts qui nous engagent tous, la discipline qui est la sauvegarde de tous. » (Paul Faure.)

Alors, pourquoi n'avoir pas encore rappelé à l'ordre ou traduit devant la Commission Nationale des conflits le citoyen Peschadour, député de la Corrèze, qui a écrit dans le Populaire du Centre un article reproduit dans le Petit Parisien du 4 mai et relatif à la non-intervention, qui a été condamnée dans des décisions de congrès et de Conseil national? Dans cet article, Peschadour combat la liberté de ravitaillement, en armes et en munitions, pour l'Espagne républicaine avec des arguments particulièrement odieux, ceux mêmes que l'on trouve dans Gringoire.

Ne met-il donc pas publiquement en cause une décision du Parti?

Ou est-ce que la discipline ne serait pas la même pour tous?

Mais le Parti lui-même a-t-il été fidèle à la discipline que lui imposait sa résolution du Congrès de Marseille, au sujet de l'Espagne?

« Reconnaisant que la politique de non-intervention n'avait pas donné tous les résultats escomptés par ses initiateurs;

« S'associant pleinement aux décisions de l'I.O.S. et de la F.S.I. réclamant pour l'Espagne républicaine, en lutte contre le fascisme, sa pleine liberté de ravitaillement en armes et en munitions. »

Ne devait-il pas, immédiatement après le 14 juillet 1937, entreprendre dans le pays, une vaste campagne (presse, meetings, manifestations de masse) pour l'ouverture des frontières espagnoles? Ne devait-il pas agir, de toute sa force, sur les gouvernements qui se sont succédé, pour que la liberté commerciale avec l'Espagne soit rétablie?

...Il ne l'a pas fait. La décision de Marseille sur le problème d'Espagne n'a pas été appliquée.

Pas plus, du reste, que la résolution sur la laïcité qui réclamait « le dépôt au Parlement du plan de nationalisation établi par le Congrès de Nancy; l'introduction des lois laïques en Alsace; la suppression des derniers vestiges de la loi Falloux; l'égalité des diplômes requis pour l'enseignement libre et l'enseignement public; l'introduction, dans le projet réformant l'enseignement, d'articles laïcisant complètement l'enseignement à tous les degrés; le dépôt d'un projet de loi spécifiant que la laïcité, c'est-à-dire la neutralité religieuse, constitue pour tous les membres du corps enseignant, un devoir de leur charge (cette loi permettrait de prendre des sanctions à l'égard des membres de l'enseignement qui se font à l'école les organisateurs ou les collaborateurs de groupements confessionnels), mesures devant assurer au maximum, contre l'intolérance et la pression cléricale, la liberté des pères de famille; répression sévère des diffamations par la voie de la presse ou par sermon contre l'école laïque et le personnel enseignant, etc... »

Rien de tout cela n'a été fait. L'école laïque est aussi menacée qu'elle l'était en 1936; les campagnes contre elle se poursuivent avec la même violence (une quantité de bulletins paroissiaux colportent actuellement cette accusation odieuse que la recrudescence de la criminalité serait l'œuvre de l'école laïque); les scandales dans les départements de l'Ouest inféodés au clergé se multiplient; les pères de famille continuent à être brimés dans leur liberté de conscience; le cléricalisme, partout, relève la tête; les écoles congréganistes recrutent avec acharnement; la législation scolaire confessionnelle n'est pas abrogée en Alsace et en Lorraine; la loi Falloux subsiste; naturellement aucun texte relatif à la nationalisation de l'enseignement n'a été déposé.

Le Parti n'a pas mené la bataille laïque « qui est une des formes essentielles de la lutte sociale », sur laquelle nous étions en droit de compter; la résolution sur la défense de la laïcité est restée lettre morte.

Et la résolution de politique générale? Le Parti s'en est-il vraiment inspiré dans son action depuis Marseille?

« Les mesures d'ordre législatif et d'ordre constitutionnel susceptibles de prévenir le renouvellement de conflits entre les deux assemblées, ou permettant de les résoudre conformément à la volonté du suffrage universel », que la résolution demandait de prendre, ont-elles fait l'objet d'une campagne énergique, persévérante, de la part du Parti? Certes, à l'occasion des élections cantonales, nos militants ont bien dénoncé le caractère réactionnaire de la Haute Assemblée; il y a quelques semaines — mais c'était bien tard — Séverac démontrait à quel degré étaient peu démocratiques les règles de composition des collèges sénatoriaux et la répartition des sièges entre les départements. Mais il y a loin de ces manifestations sporadiques, accidentelles, à une action publique de grande envergure, méthodique, continue, hardie, épaulée par les masses, et qui aurait été susceptible, sinon d'obtenir une limitation constitutionnelle des droits du Sénat, mais du moins de donner à celui-ci un salutaire avertissement et — c'était là le problème — de vaincre ses résistances.

Et en ce qui concerne l'« avenant » au programme du Front populaire, établi par la résolution? Quelle action a été menée pour traduire publiquement la volonté socialiste qui s'était unanimement exprimée à Marseille sur la nécessité de renforcer le programme intérieur du Front populaire et de se diriger vers des réformes de structure?

Le Parti n'avait à se préoccuper ni de l'hostilité du Parti radical à toute réforme de structure, ni des réticences du Parti communiste; il avait à rester fidèle à lui-même en engageant aussitôt dans le pays une vaste action pour les nationalisations. Tous les moyens de propagande dont nous disposons devaient être utilisés en vue de cette action. Par la parole (tous les propagandistes, militants, parlementaires, ministres socialistes, devaient être mobilisés), par la presse, par l'organisation de meetings, de manifestations de masse il fallait créer un courant pour l'application du programme précisé à Marseille. Le Parti devait prendre la tête d'un puissant mouvement en faveur des réformes de structure, dans lesquelles il voyait une des conditions du maintien de la consolidation des avantages sociaux conquis en 1936.

Mais cette partie de la résolution est, comme le reste, demeurée dans le domaine des vœux pieux. La direction du Parti n'a pas voulu qu'il en fût autrement. Par contre,

POURQUOI nous voulons l'unité

dans le respect de la Charte constitutive et de la démocratie intérieure ?

Parce que nous savons bien que les illusions et les erreurs de perspective qui ont déjà fait manquer au prolétariat des possibilités révolutionnaires (par exemple en juin 1936) ne peuvent se dissiper ou se rectifier que par une autocritique constante à laquelle nous voulons participer dans l'intérêt du mouvement tout entier.

Parce que nous, nous voulons éviter (et pouvons annoncer, dès maintenant) une catastrophe sans précédent pour le mouvement socialiste, chez nous comme ailleurs, s'il continue à confier sa destinée à des hommes qui ne veulent à aucun prix préparer la révolution prolétarienne et qui refusent d'envisager la conquête du pouvoir, de haute lutte, pour laquelle notre Parti a été constitué.

Et pourquoi la bureaucratie ne veut-elle pas de l'unité et ne respecte-t-elle ni la Charte constitutive du Parti, ni sa démocratie intérieure ?

Parce qu'elle identifie arbitrairement les intérêts de classe du prolétariat avec la conservation de ses propres intérêts de caste. La bureaucratie se définit elle-même à partir du moment où, pour conserver des fonctions dirigeantes, elle viole la libre détermination des militants du Parti en refusant de les informer complètement et contradictoirement, elle fausse la volonté des minorités en s'attribuant cyniquement ses mandats; elle transpose sur le plan de la coercition et de la répression administrative des problèmes politiques que doivent résoudre les assemblées souveraines des Fédérations et du Parti.

Et que répondre aux communistes lorsqu'ils vont développant, eux aussi, leur propagande avec les arguments qui leur ont été donnés par la direction du Parti?

« Quel camarade socialiste de bonne foi peut encore railler la politique de la main tendue aux travailleurs catholiques, nos frères, après que Léon Blum, offrant aux adversaires du Front populaire de participer à un gouvernement d'union nationale, a obtenu la seule acceptation des catholiques organisés dans le P.D.P. ?

« ... Ce n'est pas nous qui nous sommes jamais adressés aux cardinaux pour l'appel en faveur de l'emprunt et ce n'est pas nous qui, toutes les quarante-huit heures, au lieu d'envoyer des avions en Espagne, adressons des appels au Vatican... »

(Maurice THOREZ, assemblée d'information du 19 mars 1938.)

elle pourchasse et fait frapper les militants qui demandent au Parti d'être fidèle à ses engagements, d'appliquer ses décisions de congrès, de faire ce qu'il dit, d'agir. Cela se comprend, s'explique, mais le Congrès de Royan dira qu'il ne le tolère pas.

BERTHE FOUCHERE.